

CROSSROADS



Alma Bayta, 43 ans, est vue ici en train de récolter du riz à Bula, Camarines Sur, aux Philippines. © Isabel Corthier/AgriCord

A propos de l'Assemblée générale

PAR DANIEL SZCZEPANSKI

Nous sommes heureux d'annoncer que notre Assemblée générale aura lieu à Bruxelles les 12 et 13 décembre 2022.

Nous sommes très impatients d'accueillir nos membres ici au Secrétariat !

Cependant, outre les suspects habituels, nous espérons également réunir d'autres parties prenantes, notamment le personnel des DG INTPA et Agri de la Commission européenne.

L'Assemblée générale sera également complétée par des sessions pour les Commissions d'audit et de programme d'AgriCord. Cette année, une session séparée du comité de pilotage de notre nouveau programme FORI se tiendra également pour la première fois.

Pour nos membres et partenaires : vous pouvez vous attendre à des informations sur l'ordre du jour et les détails pratiques au cours des prochaines semaines. Nous espérons vous voir bientôt !

DANS CE NUMÉRO

A propos de
l'Assemblée générale
p. 1

Crise et solutions dans
les services de
vulgarisation : Leçons
du Kenya
p. 2

Vers une approche
holistique de la
digitalisation rurale
p. 3

Comment renforcer la
diversification locale
pour la résilience
climatique ?
p. 4

Savoir-Faire & liens
p. 4

Crise et solutions dans les services de vulgarisation : Leçons du Kenya

PAR DANIEL SZCZEPANSKI

Au cours des dernières décennies, le Kenya a connu un déclin marqué des services publics de vulgarisation destinés aux agriculteurs. On assiste à un changement de génération, les agents les plus âgés partant à la retraite et n'étant pas remplacés. Les entreprises privées sont également en mesure d'offrir des salaires et des avantages compétitifs et tentent de débaucher les agents du gouvernement. Plus généralement, l'allocation budgétaire s'est avérée insuffisante pour fournir des services de vulgarisation de qualité aux agriculteurs. Une étude, commandée en 2018, a révélé que le ratio entre le personnel de vulgarisation national et les agriculteurs est de 1:1 000, alors que le ratio recommandé est de 1:400. À titre de comparaison, l'Éthiopie voisine compte un agent de vulgarisation pour 472 agriculteurs et consacre la quasi-totalité de son (important) budget agricole aux services de vulgarisation. Des services de vulgarisation agricole peu fiables et parfois inexistant ont conduit à de mauvaises pratiques agricoles, qui ont à leur tour contribué à réduire les rendements des petits exploitants. Les agriculteurs en souffrent.

En raison de l'absence de services de vulgarisation gouvernementaux, les organisations d'agriculteurs se sont mises en quête de solutions. Dans certains cas, cela s'est traduit par le développement de services de vulgarisation internes, fournis par les OPs elles-mêmes.

Dans le même temps, des appels ont été lancés pour demander des comptes au gouvernement et plaider en faveur d'une augmentation du nombre d'agents de vulgarisation.

En collaboration avec FFD, notre partenaire FF-SPAK a conçu des mesures inventives à cet égard dans les comtés de Kiambu et Muranga, au nord-ouest de Nairobi. Grâce à un partenariat unique, les agents de vulgarisation du gouvernement coopèrent étroitement avec FF-SPAK. Lorsque les agriculteurs signalent leurs besoins de conseils sur des questions spécifiques, FF-SPAK met les agents de vulgarisation en contact avec ces agriculteurs. Des événements spéciaux, tels que des journées agricoles et des démonstrations sur le terrain, sont également utilisés pour mettre les agriculteurs en contact avec les agents.

Ces démonstrations pratiques sont utiles pour expliquer des questions concrètes, telles que les techniques d'élagage. Il est important de noter que la FF-SPAK compense également certains frais. Il s'agit notamment des indemnités de transport et des repas. En période de hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, de tels efforts peuvent grandement contribuer à motiver les agents de vulgarisation et à atteindre les agriculteurs dans le besoin.

Des solutions comme celles-ci soulignent comment les OPs peuvent coopérer avec les gouvernements pour renforcer les services de vulgarisation.

Espérons que le FF-SPAK sera en mesure de poursuivre et de développer ses impressionnantes réalisations dans d'autres comtés également. Les agriculteurs locaux en ont certainement besoin et les apprécient !

TÉMOIGNAGES

"Aujourd'hui, nous avons une énorme lacune en matière de vulgarisation. Nous, FF-SPAK, en tant qu'organisation d'agriculteurs, renforçons les capacités des agriculteurs. Une façon de le faire est de passer par les agents de vulgarisation du gouvernement."

GEOFFREY WANYAMA,
CEO FF-SPAK



Agents de vulgarisation lors d'une démonstration sur le terrain. © Daniel Szczepanski/AgriCord



Vers une approche holistique de la digitalisation rurale

PAR LUCHIE ALMAGRO

Les dernières années, une pléthore de technologies numériques ont été introduites dans toute l'Asie du Sud-Est pour améliorer l'efficacité de la production et la transformation des aliments. Cela va du travail politique de haut niveau pour encadrer la numérisation jusqu'à des solutions plus localisées, comme la mise en place de boutiques en ligne et de comptes de médias sociaux. Cela signifie également qu'une pléthore de parties prenantes, allant des décideurs politiques aux agriculteurs locaux, ont un intérêt dans cette question.

Dans le même temps, bien que la numérisation présente de nombreux avantages pour le développement rural, le processus pose également de nombreux défis complexes. C'est notamment le cas pour les organisations d'agriculteurs (OA) et les petits exploitants agricoles. Par exemple, les OPs sont confrontées à des problèmes institutionnels et de capacité pour mettre en œuvre correctement les outils et instruments numériques. Toutes les communautés rurales ne disposent pas d'une forte connectivité numérique, ce qui renforce les inégalités.

À cet égard, les agences agricoles membres d'AgriCord peuvent jouer un rôle important à la fois en fournissant des plateformes pour connecter ces parties prenantes et en relevant les défis auxquels sont confrontés les OP et les petits exploitants de manière holistique.

Le 9 août 2022, AsiaDHRRRA a organisé un forum régional virtuel intitulé "Rural Transformation : Harnessing Digital Agriculture towards Strengthening Small-farmers' Resilience".

Des délégués d'une grande variété de parties prenantes ont participé à cet événement. Il s'agissait notamment de membres d'AsiaDHRRRA, d'OSC partenaires, d'organisations de populations rurales (OPR) ainsi que de grands partenaires de développement comme l'Association des agriculteurs asiatiques (AFA), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le FIDA et l'ANASE.

Le forum a mis en évidence un certain nombre de points importants à retenir, soulignant le potentiel et les dangers de la numérisation de l'agriculture rurale. Ceux-ci ne peuvent être abordés que par une approche territoriale et holistique du développement rural :

- Des partenariats plus solides entre les parties prenantes dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des programmes ;
- Des investissements responsables dans les technologies et les infrastructures ;
- Plus d'interventions de renforcement des capacités individuelles et institutionnelles ;
- Mettre en évidence le rôle des OSC dans la mise à l'échelle de la numérisation inclusive des chaînes de valeur agricoles dans les systèmes d'innovation, notamment dans les principes de conception et de compréhension de l'écosystème ;
- Étendre et rationaliser les politiques de numérisation "inclusive" existant dans certains pays ;
- Reconnaître et faire progresser le rôle important des coopératives et des organisations d'agriculteurs dans la mise en œuvre des politiques et des programmes ;
- Développer conjointement des programmes régionaux et mettre en synergie la génération et le développement des ressources ; et
- Encourager, responsabiliser et engager les jeunes à participer aux innovations agricoles.



QUESTIONS ?

N'HÉSITEZ PAS À
PRENDRE CONTACT
AVEC NOTRE
COLLÈGUE LUCHIE !

LUCHIE@ASIADHRRRA.
ORG

Renforcer la diversification locale pour la résilience climatique

PAR KATJA VUORI

Récemment, les partenaires de la FFF - la FAO, AgriCord (y compris le FFD), l'IIED et l'UICN - ont participé à l'organisation de la conférence de cinq jours, qui s'est tenue sous le thème "Sauver notre avenir : Investir dans la diversification locale pour la résilience climatique et la sécurité alimentaire".

Collectivement, 1,5 milliard de petits exploitants forestiers et agricoles fournissent au moins un tiers de la nourriture mondiale sur seulement 12 % de ses terres agricoles. Mais alors que le financement international total du climat pour les pays en développement a dépassé 70 milliards de dollars US par an depuis 2017, à peine 10 % des fonds mondiaux atteignent le niveau local. De ce pourcentage, seulement 1,7 % parvient à des organisations contrôlées localement.

"Lorsque les petits exploitants forestiers et les producteurs agricoles se réunissent pour travailler collectivement, ils peuvent être de puissants agents de changement", conclut Ewald Rametsteiner directeur adjoint de la Division des forêts de la FAO.

Alors comment assurer concrètement la diversification, là où elle est nécessaire, à l'appui de la résilience climatique ? Les participants se sont concentrés sur un certain nombre de recommandations clés :

- renforcer la reconnaissance des organisations de producteurs agricoles et forestiers en tant que porte-parole des agriculteurs familiaux, soutenir leurs capacités de lobbying et apporter la preuve de leur capacité à fournir des services à leurs membres pour faire face à la crise climatique.
- inclure les organisations de producteurs forestiers et agricoles en tant qu'acteurs clés dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, et en tant que partenaires égaux dans le développement des mécanismes de financement du climat.
- mettre en œuvre des cadres juridiques et politiques pour renforcer les droits fonciers des communautés locales et des peuples autochtones, et fournir des incitations aux mesures de diversification, à l'agroécologie et aux pratiques agroforestières menées localement, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les minorités ethniques.
- aider les organisations de producteurs forestiers et agricoles à renforcer leur organisation interne et leurs compétences en matière d'entrepreneuriat afin qu'elles puissent attirer les jeunes vers l'agriculture et revaloriser les connaissances traditionnelles.

Savoir-Faire & liens

Comme d'habitude, d'autres ressources intéressantes à partager :

Ne manquez pas de lire [le rapport d'activité de Fert pour 2021](#) (en français). Un aperçu très clair et intéressant des activités du projet.

AHA a publié [une boîte à outils complète de certains instruments de politique commerciale agricole](#).



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'UE, du FIDA et de la DGD. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas l'avis officiel de l'UE, du FIDA et de la DGD.

QUESTIONS ? VOUS VOULEZ PARTAGER VOTRE HISTOIRE ? UNE DISCUSSION AMICALE ?

CONTACTEZ-NOUS !

DANIEL SZCZEPANSKI -
GESTIONNAIRE DES
CONNAISSANCES ET
DES RÉSULTATS
(DANIEL.SZCZEPANSKI@AGRICORD.ORG)

LUKAS HADASCH -
CHEF DE PROGRAMME
(LUKAS.HADASCH@AGRICORD.ORG)

Suivez-nous sur Twitter:
[@FFP_AgriCord](https://twitter.com/FFP_AgriCord) #weareagricord



AgriCord est une alliance mondiale d'agri-agences mandatées par des organisations d'agriculteurs. La mission de l'Alliance AgriCord est de promouvoir et d'aider à construire des organisations et des coopératives d'agriculteurs fortes, démocratiques, inclusives et professionnelles et, de cette manière, de stimuler le développement.

Spécial : Comment établir un plan d'affaires ? Leçons des Caraïbes

A propos de cette édition...

EPlus tôt cette année, AgriCord a organisé un moment d'apprentissage sur l'accès au financement. Nos collègues d'Acodea et Juan Cruz de Guaranal, un OP local de la République dominicaine, nous ont impressionnés par leur présentation sur la planification des activités. Leur prix : figurer dans la première édition spéciale de Crossroads ! Nous avons discuté avec Luis Conejo (Acodea), Darielys Polanco Martinez (co-administratrice du centre d'approvisionnement - Juan Cruz), Julián Javier Rosario (trésorier - Juan Cruz) et Leidy Díaz (secrétaire exécutif - Juan Cruz) de la manière dont ils procèdent à la planification des activités et de ce qu'ils ont appris.

Planifier, mais être prêt à s'adapter

Bien qu'il existe un processus de base avec différentes étapes préétablies sur la façon de rédiger un plan d'affaires, il est crucial d'adapter ces étapes en fonction du contexte et des besoins. Dans ce cas, l'un des premiers éléments de base a été de mener une analyse des matières premières, qui a placé les besoins des agriculteurs au centre, ainsi qu'une analyse de marché. Cette analyse a été réalisée en collaboration avec l'organisation agricole et ses experts techniques, tels que Darielys. CDans le même temps, le personnel de l'OP et les producteurs ont participé à une formation à l'entrepreneuriat de 4 mois,

co-organisée par Acodea et Trias. Les participants ont dû rédiger un plan d'affaires dans le cadre de cette formation. Chaque personne a ensuite dû faire trois présentations du plan : une pour les institutions, une pour l'assemblée générale des producteurs et une pour les agriculteurs et les pairs eux-mêmes.

L'un des principaux défis du processus était que les experts techniques comme Darielys n'étaient pas des agronomes ayant une expertise agricole. Cela contrastait avec la grande expertise des agriculteurs en matière d'agriculture. L'adhésion des premiers adaptateurs et des agriculteurs leaders est en ce sens essentielle...

Adaptateurs précoces et inclusion

L'un des éléments les plus importants pour réaliser le plan d'une manière inclusive est la présence de "pionniers". Comme Luis l'a mentionné, Acodea mise beaucoup sur ces champions pour ouvrir la voie à la réforme.

Julián, en tant que leader de l'organisation agricole, a impliqué Darielys dans le projet de Juan Cruz et lui a donné l'occasion de participer aux aspects techniques de la rédaction du plan.

Plus généralement, il leur a donné l'espace nécessaire pour faire partie de l'organisation OP. Après tout, l'OP n'est pas seulement un acteur avec des rôles formels, mais il a un autre attribut important....

L'OP et la socialité

Il est important de reconnaître l'OP comme un acteur social. L'OP n'est pas seulement une institution, mais un lieu de socialisation. Les gens se rencontrent de manière informelle et parlent de la vie quotidienne, mais discutent aussi de leurs affaires entre eux et donnent ou prennent des conseils sur la gestion de leurs exploitations. En ce sens, l'OP est un élément important du tissu social local.

Darielys s'est rendue directement à l'OP et, avec l'aide de Julián, elle a fait partie de cette socialité, ce qui a facilité son acceptation par les producteurs. Cela a permis d'identifier les besoins des agriculteurs et de rédiger le plan d'affaires de Juan Cruz de de Guaranal.

A propos du projet

Acodea travaille avec Clac et Trias en République Dominicaine avec 5 partenaires locaux, dont Juan Cruz de Guaranal. Le projet vise à renforcer l'organisation interne et la gestion pour le développement d'activités économiques coopératives. Contact: Luis Conejo - Acodea lcconejo@acodea.es



Une formation sur la manière d'établir un plan d'affaires. © Acodea